

**CONSIDÉRATIONS SUR LA PROMULGATION DE LA LOI
DE RÉFORME DES RETRAITES EN FRANCE****Dan TOP***Professeur**Université Valahia, Targoviste**Roumanie**top_d2003@yahoo.com***Résumé**

L'Europe est confrontée au vieillissement de sa population, des inquiétudes se font jour quant à la viabilité des systèmes de retraite publics.

En France, malgré la très large opposition la réforme qui s'est manifestée, quel sera l'effet pour l'avenir des protestations qui se poursuivent ?

Mots clés : *vieillissement, avenir retraites, réformes, oppositions*

Abstract

Europe is facing an aging population, concerns are emerging about the viability of public pension systems.

In France despite a very broad opposition the reform has manifested itself, what will be the effect for the future of the protests which continue.

key words: *aging future pensions reforms oppositions*

Classification JEL : Z 0

L'espérance de vie à la naissance dépasse 80 ans dans les deux tiers des États de l'Union européenne. En Roumanie, en Bulgarie et en Lituanie, il reste aux alentours de 75 ans, les trois pays étant dans le bas du classement européen¹.

Mais l'allongement de l'espérance de vie s'accompagne aussi d'un relèvement progressif de l'âge de la retraite. L'Europe est confrontée au vieillissement de sa population, c'est-à-dire que les Européens seront plus âgés et vivront plus longtemps.

¹ Cristina Dobreanu, *Beaucoup de travail, une petite retraite. Comment se situe la Roumanie sur la carte européenne des retraités*, HotNews.ro, 16 mars 2023

Pour cette raison, les inquiétudes se sont accrues ces dernières années quant à la viabilité des systèmes de retraite publics et à la capacité de l'État à fournir un revenu post-emploi adéquat. Les retraites publiques étant la principale forme d'aide aux Européens âgés, il n'est pas étonnant que l'une des solutions envisagées par les gouvernements consiste à prendre leur retraite le plus tôt possible.

Cela apporterait deux avantages : premièrement, cela réduirait la pression sur la génération active, et deuxièmement, cela assurerait un revenu plus élevé aux personnes âgées¹.

Il n'y a pas d'âge standard de la retraite en Europe. En général, l'âge normal de la retraite se situe autour de 65 ans, bien qu'en fait de nombreux pays européens prennent leur retraite plus tôt².

L'augmentation de la durée d'activité est corrélée à l'espérance de vie au Danemark, en Finlande, en Italie, au Portugal et en Slovaquie³. En outre, Chypre, la Grèce et les Pays-Bas lient également l'âge de la retraite à l'espérance de vie. Il y a aussi certains pays, dont la Roumanie, qui ont actuellement des âges de retraite différents⁴ pour les femmes et les hommes, mais la tendance est d'égaliser les âges auxquels les citoyens doivent prendre leur retraite, quel que soit leur sexe.

Dans le cas de la Finlande, l'âge de la retraite est augmenté, à partir de 2017, de trois mois chaque année. D'ici 2027, l'âge légal de la retraite passera à 65 ans (contre 63 actuellement). Après cette date, pour les générations nées après 1965, l'âge de la retraite sera lié à l'espérance de vie.

Plus précisément, le moment de la sortie du marché du travail sera déterminé par l'espérance de vie calculée pour l'âge de 62 ans. Peu à peu, ils ont décidé de relever l'âge de la retraite pour les Néerlandais aussi : d'ici 2024, il atteindra 67 ans. Pour les personnes nées après 1959, l'âge de la retraite sera d'au moins 67 ans et, étant lié à l'espérance de vie, il sera de 5 ans avant la retraite.

La retraite anticipée est le principal défi pour de nombreux États européens. Une retraite plus rapide signifie une pension plus longue que l'État doit fournir. Les Européens les plus anciens à la retraite sont les Luxembourgeois - plus de 23 ans pour les hommes et près de 27 ans pour les femmes. A l'opposé se trouve la Bulgarie, où les hommes ne bénéficient d'une retraite que pendant 13 ans, et les femmes pendant plus de 19 ans. En Roumanie, la durée moyenne de la retraite pour les hommes est d'environ 14,4 ans et pour les femmes de 20 ans.

Le Conseil constitutionnel de France, par la Décision n° 2023-849 DC du 14 avril 2023 (Loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023)⁵, a donné son feu vert, avec seulement

¹ En Roumanie, par exemple, près d'un tiers des plus de 65 ans vivent sous le seuil de pauvreté

² En Roumanie, par exemple, grâce à la retraite anticipée, l'âge effectif de la retraite pour les hommes est de 64 ans (l'âge légal est de 65 ans). Bien que les Roumains prennent leur retraite environ un an plus tôt, ils ne sont pas les seuls Européens qui le font: les Autrichiens partent aussi plus vite en moyenne de deux ans, et les Bulgares aussi d'un an

³ *Rapport de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques*, 2022

⁴ Dan Țop, *Droit de la sécurité sociale*, 2e édition, maison d'édition Zven, Târgoviște, 2016

⁵ Cette décision a été publiée au Journal Officiel de la République Française

quelques réserves mineures, à la loi de réforme des retraites, qui fait passer l'âge de la retraite de 62 ans à 64 ans, profondément impopulaire en France et entraînant d'énormes manifestations ces dernières semaines. Le conseil a déclaré que les actions du gouvernement étaient conformes à la Constitution et a approuvé le relèvement de l'âge légal de la retraite, tout en annulant plusieurs mesures visant à stimuler l'emploi des travailleurs âgés au motif qu'elles ne faisaient pas partie de la législation.

La réforme sera mise en œuvre à partir du 1er septembre 2023, mais les syndicats et l'opposition ont averti qu'ils ne reculeraient pas et ont exhorté Macron à ne pas l'adopter.

Le président français Emmanuel Macron, bien qu'il ait eu 15 jours pour signer la loi après avoir validé la plupart des mesures incluses dans la réforme du système des retraites par le Conseil constitutionnel français, a promulgué la loi sur la réforme du système des retraites, qui prévoit l'augmentation de l'âge de la retraite par deux ans. Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié. Au premier alinéa, les mots "soixante-deux" sont remplacés par "soixante-quatre". Par ailleurs, le Conseil constitutionnel a rejeté une proposition de l'opposition d'organiser un référendum sur la réforme des retraites. Une nouvelle demande de référendum a été déposée et sera analysée par le Conseil début mai.

Le 17 avril 2023, Emmanuel Macron, le Président de la France, s'est adressé aux Français après la promulgation de la loi sur les retraites, montrant¹ que « Le Conseil constitutionnel a validé l'essentiel de la loi sur les retraites. En conséquence, je l'ai promulgué. Les dispositions de cette loi entrent en vigueur, progressivement, à partir de l'automne. Adopté selon notre Constitution, ce changement était nécessaire garantir la pension de chacun de nous et accroître le bien-être de notre nation. Dans les conditions où le nombre de retraités augmente et l'espérance de vie augmente, la réponse ne peut pas être de diminuer les pensions ou d'augmenter les cotisations ».

Dans ce contexte, la question se pose : quel sera l'effet des protestations qui se poursuivent en France pour l'avenir ? Serait-il possible de revenir à cet acte normatif qui s'inscrit dans la tendance européenne à l'augmentation de l'âge de la retraite ?

¹ www.juridice.ro, 18 avril 2023